

RÉGION ILE-DE-FRANCE

Le matraquage fiscal

La région Ile-de-France est gérée par la gauche depuis 1998. Ne disposant que d'une majorité relative pendant son premier mandat (1998-2004), Jean-Paul Huchon n'a pu mettre en œuvre la politique qu'il souhaitait, contraint par la droite, de baisser les impôts de 6% ou de mener des actions en faveur de la sécurité. Ayant enfin une majorité en 2004, le président de la région a rattrapé le temps perdu : matraquage fiscal, augmentation des dépenses de fonctionnement et de communication, saupoudrage des subventions, baisse de l'investissement et accroissement de la dette.

Et comme toujours, n'oublions pas de signaler la **mauvaise foi de l'exécutif PS-Vert-PC** qui invoque systématiquement l'Etat et la décentralisation pour justifier ses propres turpitudes.

Avec une augmentation globale de plus de 60% des impôts régionaux, l'Ile de France fait figure de mauvais élève en matière de hausse fiscale parmi les autres régions françaises dirigées par les socialistes. Ainsi, chaque année, ce sont plus de 400 millions d'euros supplémentaires qui sont prélevés sur les ménages et les entreprises en Ile de France.

Alors que la concurrence internationale est toujours plus importante et que les effets de la crise financière pénalisent toujours notre économie, la première cible de l'exécutif de gauche, reste les entreprises.

Les entreprises vaches à lait de l'exécutif de gauche...

Avec les **augmentations à répétition en 2005 et en 2006** du taux de la taxe professionnelle, ce sont **150 millions d'euros** supplémentaires qui vont être prélevés chaque année sur les entreprises franciliennes.

La majorité PS-PC-Vert du Conseil régional d'Ile-de-France prétend soutenir le développement économique de l'Ile-de-France en accordant **60 millions d'euros d'aides diverses aux entreprises**. En réalité, ces **dispositifs alibis** ne compensent même pas

pour moitié le prélèvement fiscal supplémentaire de 150 millions d'euros que vont subir les entreprises en raison de **l'augmentation du taux de taxe professionnelle**.

Cette hausse massive de la fiscalité sur les entreprises constitue un véritable obstacle à l'investissement, à l'emploi et à la consommation. Elle intervient alors que le **taux de chômage en Ile-de-France** est supérieur à celui de la **moyenne nationale**.

Les automobilistes franciliens passent à la caisse...

Pourtant, **le véhicule automobile est le moyen unique d'accéder à l'emploi pour un grand nombre de personnes qui vivent dans les franges de l'Ile-de-France, mal desservies par les transports en commun**. L'augmentation de la fiscalité sur le prix de

L'ILE-DE-FRANCE, BONNE DERNIERE EN EUROPE

Au palmarès des régions européennes en matière de fiscalité locales pour les entreprises, la région Ile-de-France, se classe 13^e sur 13. C'est facile à retenir, elle est dernière... Ce classement a été établi en décembre 2007 par le cabinet Ernst et Young.

Les régions les plus « amicales » pour les entreprises sont Nord Hollande, Madrid, Barcelone, Dublin où le poids de la fiscalité locale moyenne est inférieur à 100 000€. En Ile-de-France, c'est 518 000€, juste 5 fois plus !

“ Depuis le début de la nouvelle mandature, la gauche a fait gonfler la dette régionale de +37 % ”

AUGMENTATION DE LA DETTE : +37%

En M€	2004	2006	2007	2008	2009	Evolution 04/09
Dette directe	1 884	2 051	2 194	2 400	2 714	
METP	92	56	37	19	10	
Total	1 977	2 107	2 231	2 419	2 724	+ 37 %

l'essence (TIPP) imposée en 2007 s'ajoute à la hausse de la **taxe sur les cartes grises de 59 %** que l'exécutif régional de gauche a imposée depuis 2004, ce qui représente un prélèvement annuel supplémentaire de plus de **210 millions d'euros**. En effet, les franciliens qui ont acheté une voiture neuve ou d'occasion ont payé la **taxe sur leur carte grise 64€ de plus** pour une 5CV et **115€ de plus** pour une 9 CV.

Cette mesure, **socialement injuste**, touchera **5 millions d'automobilistes** pour qui la voiture est indispensable pour se rendre au travail.

La dette augmente ...

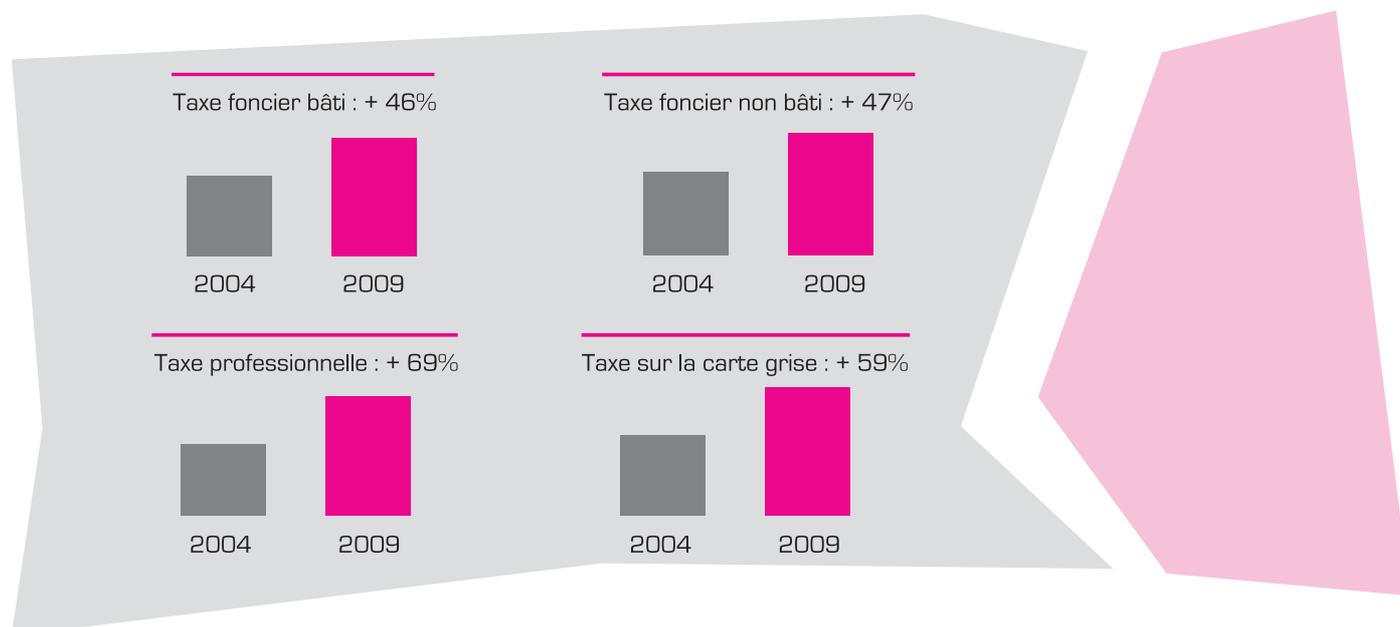
Depuis le début de la nouvelle mandature, la **gauche a fait gonfler la dette régionale de + 37 %**. On peut condamner l'augmentation des impôts, et de la dette de notre région. Ces augmentations

pourraient et ont pu en certaines circonstances et en d'autres temps se justifier. En effet, l'impôt ou l'emprunt n'est pas condamnable en soi, lorsqu'il s'agit de financer la construction de lycées par exemple. Or, en Ile-de-France, c'est exactement le contraire qui se produit. Malgré la hausse de la fiscalité et de la dette, les investissements reculent.

Les investissements reculent...

La part des crédits de paiement en investissement diminue régulièrement depuis 2004.

En 2004, ils représentaient 57 % du budget
En 2009, ils ne représentent plus que 43 % du budget.



Ainsi, les investissements diminuent dans les principaux secteurs clés de notre région :

En M€	2005	2009	05/2009
Formation et apprentissage	43	35	-18%

En M€	2005	2009	05/2009
Lycées	518	619	
En % du budget	(3224) 16%	(4536) 13%	-19%

En M€	2005	2009	05/2009
Sécurité dans les lycées	5,9	4,6	-22%

En M€	2005	2009	05/2009
Sécurité	19,94	15,59	-21%

En M€	2005	2009	05/2009
Aménagement et équipement de l'espace rural	3	2,6	-13%

En M€	2005	2009	05/2009
Soutien aux actions de lutte contre la pollution atmosphérique	4,4	1,3	-70%

En M€	2005	2009	05/2009
Dépollution des eaux usées et pluviales	63,87	40,36	-36%

En M€	2005	2009	05/2009
Protections phoniques le long des routes	32,7	23	-29%
Protections phoniques le long des voies ferrées	3	2	-33%

En M€	2005	2009	05/2009
Transports en commun	280	264,9	-5,7%
En % du budget total	(3224) 8,68%	(4536) 5,8%	
Routes	126,6	93,2	-26%
Sécurité routière	20	13,29	-35%
Divers transports (liaison multimodale)	11	8,3	-24%
Transports	437,6	379,89	-13%

En M€	2005	2009	05/2009
Action économique	121,23	97,46	-19%

Effectifs	2004	2009
Emplois titulaires	1 044	8 281 <i>dont TOS 6 525</i>
Contractuels	216	1 827
Total	1 260	10 108

Explosion des dépenses de fonctionnement.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est préoccupante pour notre institution dont la mission fondamentale doit rester l'investissement.

Depuis 1998, l'exécutif socialiste a augmenté le **train de vie de l'institution régionale**. Cet accroissement des dépenses de fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée de la gestion du personnel, des locaux de la région et de la multiplication des dépenses de communication.

Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient **67,32€/habitant** en 1998. En 2009, elles atteignent **200€/habitant**.

Accroissement des effectifs.

Comme dans les autres régions, les effectifs de la région Ile-de-France ont explosé bien avant que les transferts liés à la décentralisation n'interviennent.

Ainsi, dès 1998, les effectifs de la région sont passés de 802 à 1260 en 2004. Les recrutements se sont poursuivis. En 2005 et 2006, 250 postes ont été créés. Et 30 postes supplémentaires ont été créés en 2007 **sans lien avec la décentralisation.**

La communication

Contrairement aux annonces de l'exécutif, les dé-

penses de communication continuent d'augmenter. En 1998, ces dernières s'élevaient à 4,82 millions d'euros. Elles auront été multipliées par 4 pour atteindre en 2009 plus de 15 millions d'euros.

Néanmoins, ce chiffre ne représente pas la réalité des dépenses de communication car les crédits communication se dissimulent désormais dans chaque chapitre budgétaire (action internationale, culture, action sociale, ...) En réalité, les dépenses de communication approchent les **20 millions d'euros par an.**

La création d'un journal régional.

10 millions d'euros pour la création d'un **journal régional** à grand tirage. A l'heure où des projets de radios régionales et de télé Régionales (avec la TNT) se mettent en place, l'impact de ce journal risque d'être proche du néant... pourtant il représente **1,5 points de fiscalité !**

Les frais de réception.

Les frais de réception étaient de **0,762 millions d'euros** en 1998. Ils ont augmenté de **+ 160 %** pour atteindre **1,950 millions d'euros** en 2009.

Les charges liées aux locaux du Conseil régional.

Au Conseil régional d'Ile-de-France, il y a 8 sites : Barbet de Jouy, Babylone, Invalides, Murat, Montparnasse, Lancereaux, rue Monsieur, rue du Bac... Cela entraîne des coûts induits : cafétéria, gardiennage, problème de communication entre les sites ...

Les loyers et charges locatives du Conseil régional :
+ 125% en 5 ans.

2004 : **12,4 millions d'euros/an**

2009 : **28 millions d'euros/an**

Pour mémoire, en **1997** le budget consacré aux loyers était de **13 millions de francs, soit 1,9M€.**

Ces « chers » organismes

Explosion des subventions aux associations :

Année	2004	2008	
Nombre	1 800	3 100	+ 72%
subventions	225 Millions d'€	511 Millions d'€	+ 127%

(Source : Comptes administratifs)

A l'explosion du nombre de subventions distribuées, s'ajoute la création d'une multitude d'organismes et d'observatoires :

- la mise en place de **cellules de veille économique,**
- la création de « **centre de ressource** » à l'**économie sociale et solidaire, à l'égalité homme-femme...**
- les **tables rondes sur les projets alternatifs aux plans sociaux,**
- la mise en place d'une **conférence régionale sur le développement économique et l'emploi** en Ile-de-France,
- la création d'une **commission régionale de contrôle de l'utilisation des fonds publics,**
- et enfin la tenue des multiples **Etats généraux** tous secteurs confondus...

Enfin cerise sur le gâteau, le 1^{er} Avril 2005, l'exécutif régional a fait adopter une délibération proposant la création d'un **observatoire francilien des engagements.**

Au début du mois de juin, le préfet a demandé **le retrait de cette délibération,** au motif qu'« un tel sys-

tème pourrait être interprété comme la mise en place d'un système de mandat impératif dont l'interdiction a été étendue aux élus locaux par une décision du conseil constitutionnel du 6 Mars 1998».

L'échec des emplois tremplins.

L'exécutif de gauche s'était fixé début 2004 un objectif de **10 000 emplois-tremplin pour un montant de 150 millions d'euros par an.** Cinq ans après, l'exécutif socialiste a péniblement atteint **3 991 postes.**

L'exécutif socialiste de la région Ile-de-France a de plus totalement **dénaturé le dispositif** des emplois tremplin pour tenter d'atteindre son objectif. Ainsi ; de nombreuses associations ont bénéficié d'emplois

tremplin avec parfois des salaires de cadres (30 000 € nets par an) :

- SOS Racisme : 5 postes
- L'UNEF : 2 postes... etc

Au final, le dispositif des emplois tremplin s'avère coûteux et totalement inefficace dans la mesure où il ne répond pas du tout aux attentes de celles et de ceux qui cherchent réellement un emploi.

Dans les délibérations concernant les emplois tremplins les perles sont malheureusement nombreuses. L'objectif de ceux-ci est de remettre sur le marché de l'emploi des exclus du travail, avec peu de qualifications... Les profils de postes rédigés par les associations mentionnent pourtant régulièrement :

«bac + 3 souhaité avec bonne pratique de l'informatique, bon niveau d'anglais, bonne culture générale...», «bac +4 comptabilité-gestion», «équivalent bac +4 dans le domaine de la gestion des entreprises culturelles + expérience dans la gestion d'une structure culturelle»...